



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 20 juillet 2020

Extrait de la délibération affiché le **24 juillet 2020**.

L'an deux mille vingt, **le vingt juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 13 juillet, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliko **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Aline **MARECHAL** donne pouvoir Virginie **VANDAELE**

Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 20 juillet 2020

2020.07/130

VIE ECONOMIQUE – COVID-19 – SOUTIEN AUX COMMERÇANTS – REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – EXONERATION PARTIELLE POUR L'ANNEE 2020 - AUTORISATION

Madame Pascale GALAIS, Adjointe au Maire.— Dans le cadre de la crise sanitaire, les établissements de catégorie N (Restaurants et débits de boissons) ont été contraints de fermer du 15 mars 2020 au 1^{er} juin 2020 inclus. Ces mesures de fermeture imposées par le Gouvernement pour lutter contre la pandémie ont entraîné de graves conséquences pour les commerçants. En signe de soutien et d'accompagnement pour les aider à faire face à leurs difficultés économiques, il est proposé une exonération au prorata temporis de la redevance d'occupation du domaine public concernant les terrasses couvertes et non couvertes sur la commune de Montivilliers.

Pour rappel, suite à la délibération du 9 décembre 2019, il a été décidé des tarifs suivants pour les terrasses au titre de l'année 2020 :

- Non couvertes : 8.47 € /an/m²
- Couvertes jusqu'à 30 m² : 54.87 € / an / m²
- Couvertes au-delà de 30 m² : 27.43 / an / m²

A titre d'information, le montant des droits d'occupation du domaine public s'élevait à 4 553,38 € pour l'année 2019, réparti comme suit :

- 7 terrasses non couvertes pour un montant de 1 185.28 €
- 3 terrasses couvertes pour un montant de 3 368.10 €

Une exonération au prorata temporis reviendrait à exonérer les commerces 79 jours sur 365 jours, soit sur la base 2019, d'un total estimé à 985,92 € (79*12,48€).

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19 ;

VU l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la décision du maire en date du 9 décembre 2019 fixant les tarifs des droits d'occupation des terrasses pour l'année 2020 ;

CONSIDERANT :

- Que la crise sanitaire et économique liée au covid-19 et les mesures de fermeture imposées par le Gouvernement pour lutter contre cette pandémie ont entraîné de graves conséquences pour les commerçants ;
- Que la Ville de Montivilliers souhaite apporter son soutien aux commerçants afin de les accompagner aux mieux face à leurs difficultés économiques

- Que l'impact de cette mesure sur les recettes de la Commune est estimé à 985,92 €

VU le rapport de Madame Pascale GALAIS Adjointe au Maire, en charge de la Vie économique, des Commerces, de l'Attractivité du territoire et de l'Accès aux soins ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **d'autoriser Monsieur Le Maire à exonérer les commerces, au prorata temporis, des redevances d'occupation du domaine public concernant les terrasses pour la période où les établissements ont eu l'interdiction d'être ouverts soit du 15 mars 2020 et au 1^{er} juin 2020 inclus (soit 79 jours sur 365).**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 23/07/2020

Reçu en préfecture le 23/07/2020

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20200720-M_DE200720__130-DE